

Reporter: On convient facilement que le Canada ne peut faire les concessions que les Etats-Unis souhaiteraient qu'il fasse parce que le Canada aurait l'air de céder. Toutefois, il existe bien d'autres domaines où le Canada peut agir et qui l'aideraient également, comme des allocations plus généreuses pour les touristes, mesure qu'apprécierait le public. Le Canada est-il tellement obsédé par l'idée qu'il ne doit pas céder aux Etats-Unis qu'il lui devient impossible de prendre des mesures qui seraient avantageuses également pour les Canadiens?

M. Sharp: Non, je ne le crois pas. C'est pourquoi j'ai mentionné au début de cet interview qu'il n'existait vraiment qu'un point litigieux entre nous, soit le pacte de l'automobile. N'eût été de cela, nous n'aurions eu aucun problème

Reporter: Mais les autres mesures y seraient également rattachées?

M. Sharp: Non, pas nécessairement. C'est là où je diffère d'opinion avec, disons, M. Connally. Le pacte de l'automobile constitue un accord

en soi, un accord bilatéral entre le Canada et les Etats-Unis, il n'a rien à voir avec la surtaxe de 10%.

Reporter: Je maintiens ma question. Pourquoi ne peut-on prendre ces autres mesures?

M. Sharp: Bien, nous verrons s'il y a lieu de les prendre ou pas. Il est certain que nous prendrons des mesures conformes à notre propre intérêt. C'est pourquoi j'ai dit que c'est seulement en ce qui concerne le pacte de l'automobile que nous avons éprouvé de sérieuses difficultés. N'eût été le pacte de l'automobile, ces mesures n'auraient créé aucune difficulté. C'est pourquoi j'estime qu'il est déplorable que la question du pacte de l'automobile ait été soulevée dans le cadre du problème de la surtaxe.

Reporter: Merci, Monsieur.